

A N N A L E S
BRETAGNE
PAYS DE L'OUEST

Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest

Anjou. Maine. Poitou-Charente. Touraine

115-3 | 2008
Varia

Construire dans une île

Deux églises à Ouessant au XIX^e siècle

Louis Chauris



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/280>

DOI : 10.4000/abpo.280

ISBN : 978-2-7535-1511-6

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2008

Pagination : 155-173

ISBN : 978-2-7535-0772-2

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Louis Chauris, « Construire dans une île », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 115-3 | 2008, mis en ligne le 30 septembre 2010, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/280> ; DOI : 10.4000/abpo.280

Construire dans une île

Deux églises à Ouessant au XIX^e siècle

Louis CHAURIS

Directeur de recherche au CNRS (e. r.)

À cause de leur vétusté et/ou de leur exigüité, d'anciennes églises ont été entièrement reconstruites un peu partout en Bretagne au cours du XIX^e siècle. L'exemple de l'église paroissiale de Lambézellec, sous le Second Empire¹ montre les difficultés rencontrées, en dépit d'une situation privilégiée à proximité de la plus grande cité du Finistère. On pressent alors les problèmes qui se posent quand il s'agira de bâtir dans l'île dont l'accès est le plus redouté dans les pays de l'Ouest de la France. Circonstance aggravante, à Ouessant, cas tout à fait exceptionnel et ne laissant pas *a priori* de surprendre, ce n'est pas une seule église mais bien deux qui sont édifiées au XIX^e siècle, au même emplacement, à quelques dizaines d'années d'intervalle².

Dans le cadre de cet article, comme le laisse entrevoir son titre, l'accent sera mis plus particulièrement sur les contraintes soulevées par une construction insulaire. La mer, avec son corollaire d'isolement, reviendra un peu comme un leitmotiv tout au long de notre exposé. Les différentes modalités mises en jeu dans un tel contexte offriront un éclairage original sur les relations d'une île avec le continent voisin, mieux, broseront une page d'histoire religieuse en Bretagne³.

1. CHAURIS, Louis, « La reconstruction de l'église de Lambézellec (Finistère) sous le Second Empire », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, tome 111, 2004, 2, p. 119-144.

2. L'île d'Ouessant a fait l'objet de nombreuses publications, témoignant de l'engouement pour ce terroir insulaire. La dernière en date, due à PÉRON, Françoise, *Ouessant, l'île sentinelle. Vie et tradition d'une île bretonne*, édit. Le Chasse-Marée, 2005, se présente comme une véritable somme, avec une riche bibliographie et une magnifique iconographie. Toutefois, les auteurs qui se sont attardés sur l'île ne se sont guère préoccupés de la nature et de la provenance des pierres de construction mises en œuvre; une vue d'ensemble sur cet aspect a été présentée par CHAURIS, Louis, *Pierres d'Ouessant – Mein Eussa*, édit. Maison des Minéraux, Parc d'Armorique, 1992, sans toutefois entrer en détail sur les édifices religieux.

3. En ce qui concerne plus particulièrement les églises d'Ouessant, nos sources majeures sont les archives départementales du Finistère (1 V 433) où est conservée une abondante correspondance (maire, curé, sous-préfet de Brest, préfet du Finistère, ministère de

Si aujourd'hui l'île d'Ouessant ne possède plus qu'une église, Saint-Paul-Aurélien, au bourg, et deux chapelles, Kerber et Saint-Gildas, il en était tout autrement naguère : il aurait existé jusqu'à neuf chapelles ; au bourg, il y avait même deux églises, Saint-Paul et Notre-Dame. Dans quelques cas, l'emplacement des chapelles ruinées est encore souligné par une croix⁴. Sous cet angle, chapelles et croix, Ouessant offre une densité comparable à celle de bien des communes du Finistère et ne révèle ici aucune originalité par rapport aux communes continentales⁵.

Une église ruiniforme à reconstruire (1818-1830)

Au début de la Restauration, l'église Saint-Paul est dans un état lamentable, ainsi que le laissent entendre les délibérations du conseil municipal en date du 10 février 1817 : « la principale charpente est pourrie [...] les pluies pénètrent partout », soulignant « le risque d'être ensevelis sous les ruines dans le temps des ouragans qui sont ici furieux et fréquents ». Établi en 1819, le devis estimatif pour la reconstruction de l'édifice s'élève à 20 000 francs, somme qui nécessite le secours de l'État.

Les comptes rendus de la session de 1820 au conseil général du Finistère font écho à cette demande : « Les habitants d'Ouessant sont dénués de tout édifice pour l'exercice du culte. Ils réclament la faveur du département pour la réédification de leur église. » Et de rappeler « la position toute particulière de ces malheureux insulaires » dont les « pratiques de la religion [sont les] seules consolations à la misère ».

La future église devrait pouvoir accueillir environ 1 200 personnes. Devant la somme nécessaire pour réaliser un tel projet, le conseil général invite le préfet « à solliciter son Excellence le Ministre de l'Intérieur sur le fonds spécial mis à sa disposition [...] pour les objets d'intérêt général dans les départements ». Le conseil pense que « les habitants de l'île pourraient s'engager à concourir au moyen d'une prestation en nature ». Le conseil général vota une somme de 12 000 F, à condition toutefois que les Ouessantins prennent les « charrois » à leur charge. Aussi le conseil municipal s'engagea « à faire faire par les habitants tous les charrois par terre et par mer » des matériaux nécessaires à la reconstruction : les charrois par mer « quand le temps et la marée le permettront », contrainte directe de l'insularité, les charrois à l'intérieur de l'île, « du 1^{er} mai au 1^{er} août, et du 1^{er} septembre au 1^{er} décembre à la demande de l'entrepreneur ».

l'Instruction publique et des Cultes, architectes, entrepreneurs...). Les autres références seront citées à leur place dans le texte. Notre reconnaissance s'adresse tout particulièrement à l'ancien curé d'Ouessant, M. l'abbé Conq et à l'actuel curé M. l'abbé R. Tanguy, pour leur accueil chaleureux et les facilités accordées lors de nos recherches.

4. Au total, plus de vingt croix ont été recensées. CASTEL, Yves-Pascal, *Atlas des croix et calvaires du Finistère*, Société archéologique du Finistère, 1980.

5. COUFFON, René et LE BARS, Alfred, *Diocèse de Quimper et de Léon. Nouveau répertoire des églises et chapelles*, Quimper, Association diocésaine de Quimper, 1988, VIII-551 p.

Une longue lettre de l'architecte Pouliquen au préfet du Finistère, en date du 9 août 1824, expose la singularité de la construction projetée, due au fait de la situation insulaire du futur chantier. Le sieur Pouliquen s'est rendu à Ouessant pour prendre connaissance des lieux, examiner l'état de l'église et établir un nouveau projet. Mais, mauvais augure, il est retenu neuf jours dans l'île par le mauvais temps ! La consultation du conseil municipal et de la fabrique le convainc que Ouessant ne peut rien faire pour l'édifice projeté, faute de ressources. Les habitants souhaitent que le Gouvernement vienne à leur secours, eu égard aux services que leur île rend à l'État ; ils s'engagent toutefois « à fournir les matériaux qui se trouveraient dans l'île, les charrois et les transports par mer ».

L'architecte fait remarquer que la somme de 6300 F estimée pour les acheminements des matériaux nécessaires correspond effectivement à la valeur des transports par terre et par mer, mais c'est pour soulever aussitôt une objection. Après l'adjudication des travaux à tel ou tel entrepreneur, les habitants

« pourraient exiger un prix excessif pour [le] transport par terre, peut-être double ou triple de la valeur réelle, attendu qu'ils sont les seuls ayant des voitures et des chevaux. Pour les transports par mer, ces inconvénients pourraient être plus grands, puisqu'il n'y a que les bateaux et les marins d'Ouessant et quelques uns de Molène qui puissent fréquenter ces parages qui sont presque en tout temps dangereux. L'entrepreneur ne pourrait donc établir aucune concurrence et serait forcé de payer les prix demandés, ou de faire transporter des voitures, des chevaux, de fréter d'autres bateaux qui n'ayant pas la pratique de ces parages, risqueraient très souvent de se perdre, occasionnant conséquemment une dépense très considérable qui certainement ne serait pas couverte par la somme de 6300 F ».

Ces inconvénients pourraient s'avérer très graves pour l'adjudication. Peut-être même ne trouverait-on pas d'entrepreneur. Dans ces conditions, il faudrait que l'Administration fasse estimer le prix de chaque charroi et transport par mer avant l'ouverture de l'adjudication. Au devis proprement dit (17608 F), il faudrait ajouter les frais de charroi par terre (0,60 F chacun) et de transport par mer (également pour chacun) : de Brest à Ouessant (24 F), du Conquet à Ouessant (12 F).

À la date du 9 mai 1826, une lettre du sous-préfet de Brest au préfet du Finistère fait clairement le point de la situation concernant la reconstruction de l'église d'Ouessant. Une fois encore sont soulignés « les obstacles qui se rencontreront journellement pour la libre communication avec cette isle », entraînant des « difficultés sans nombre pour [se] procurer la documentation nécessaire ».

En ce qui concerne les dépenses, le devis, établi par l'architecte Pouliquen, qui s'élevait à 22557,98 F a été réduit, par ajournement de travaux, à 16958,30 F. Les frais de transport, tant par mer que par terre, estimés par ledit architecte à 4800 F, sont soumissionnés par le sieur Balanger, suivant son engagement du 10 avril 1826, à 3500 F. Les journées de manœu-

vre, pendant tout le temps des travaux, sont estimées selon une lettre du maire (10 avril 1826) à 2000 F. Au total, les dépenses prévues s'élèvent à 22 458,30 F. Du point de vue des ressources, l'engagement du conseil général, déjà cité, s'élève à 12 000 F. La souscription du conseil municipal, de la fabrique et de quelques habitants notables a fourni une valeur de 6 900 F, tant en espèces (4 380 F) qu'en matériaux (1 920 F), divers...; au total, 20 460 F. L'excédent des dépenses atteint ainsi 1 998,30 F⁶.

Dans ces circonstances, il importe de réduire la dépense à une somme inférieure à 20 000 F, ou, tout au moins, à une somme égale à 20 000 F. Le 10 février 1827, l'architecte Pouliquen annonce au préfet une modification du devis. Seuls sont à présent pris en compte « la construction de toute la muraille, la sacristie, le clocher, le crépi à l'extérieur, la charpente en sapin, la couverture, la serrurerie, les portes, croisées [...] enfin les articles qui contribuent à mettre l'édifice à l'abri ». Le montant de ce second devis s'abaisse à 17 921,44 F, auxquels s'ajoutent les honoraires de l'architecte (1 075,28 F), soit 18 996,72 F, ce qui donne avec les dépenses imprévues (503,28 F) un total de 19 500 F.

L'adjudication, fixée au 20 juillet 1827, ne peut avoir lieu. Comme l'avait prévu le sous-préfet, personne ne s'est présenté et aucune soumission n'a été déposée. De son côté, l'architecte Pouliquen ne montre aucun étonnement : pour lui aussi, ladite adjudication devait échouer. Pour expliquer cet échec, le sous-préfet, dans une lettre au préfet, datée du 9 août 1827, fait remarquer, qu'à l'évidence, « les prix portés au dernier devis et dans lesquels sont comptés les transports par terre et par mer, sont trop bas ». L'architecte pense que, pour une nouvelle adjudication, il faut maintenir les prix du dernier devis, mais sans mettre à la charge de l'entrepreneur les frais de transport, faisant l'objet d'une condition particulière. Dans ce cas, le sous-préfet estime qu'il pourra « aviser au moyen de ramener les habitants d'Ouessant à consentir à se charger de ces transports, ainsi qu'ils l'avaient offert dans le principe ».

Le 9 janvier 1828, le sous-préfet transmet au préfet « l'engagement pris par maire, adjoint, juge de paix, conseil municipal et fabrique, de faire gratuitement tous les transports de matériaux par terre et par mer ». Il est précisé par ailleurs que l'adjudicataire sera tenu de prendre les débris de l'ancienne église pour la somme de 800 F. La nouvelle adjudication, programmée pour le 1^{er} mars 1828, a lieu au profit du sieur Le Roy, entrepreneur à Brest, moyennant un rabais de 3 % (19 500 F-18 915 F).

Les travaux peuvent enfin commencer. Au début de l'été 1828, l'architecte Pouliquen annonce au préfet que l'église est déjà prête à recevoir la charpente, « à l'exception de la sacristie et du porche qui ne sont pas encore aussi avancés ». Mais, ajoute-t-il, « j'espère bien que les travaux

6. Dans sa lettre, le sous-préfet propose que cette somme soit demandée au gouvernement tout en laissant échapper une certaine impatience : « il est bien à désirer qu'elle... soit accordée afin d'en finir pour une affaire qui est depuis si longtemps en souffrance et qu'il importe de terminer ».

seront achevés à la fin de cette campagne ». Pouliquen fait également part au préfet des difficultés rencontrées dès le début des travaux. « Lorsqu'on se mit à creuser les fouilles pour les fondations, on ne rencontra pas le sol propre à les établir à la même profondeur partout. Dans la partie sud de l'église pour trouver le solide, on a été forcé de fouiller à une profondeur de 1,50 m sur une longueur de 18 m, car le fond de cette partie était très marécageux. »

Le 25 mai 1829, l'architecte Pouliquen, auteur du projet, chargé de la surveillance et de la direction des travaux, déclare que l'entrepreneur adjudicataire a rempli toutes ses obligations et qu'il a achevé l'ouvrage « avec toute la célérité désirable, puisque l'édifice est terminé depuis le mois de novembre » (1828), que « tout le travail en masse est bien exécuté et solidement confectionné ». Par suite de la diminution des dépenses imprévues, la construction qui, après le rabais d'adjudication, devait s'élever, comme on l'a vu, à la somme de 18 915 F, n'atteignait que 18 680 F.

Comme convenu, quelques travaux n'avaient pas été entrepris, entre autres le pavage de l'église. Dès le 28 février 1830, le maire juge « indispensable » d'exécuter ledit pavage, tant pour la solidité du bâtiment que « pour la salubrité du lieu qui n'est que terre provenant du cimetière et précédemment remplie de cadavres qui exhalaient dans les temps humides et chauds une odeur désagréable et malsaine ». Il demande aussi l'exécution du plafond de lambris « qui consoliderait la charpente et qui empêcherait les courants des grands vents d'endommager [...] la couverture ». Le maire précise que la commune, ayant en caisse, la somme de 1 106 F, pourra disposer en faveur de la fabrique d'une somme de 600 F, « pour payer le transport par mer des matériaux nécessaires ». Il pense que les charrois dans l'île seront faits gratuitement.

Ainsi, lors du projet de la reconstruction de l'église dans la première partie du XIX^e siècle, la principale difficulté rencontrée se rapporte clairement à la situation insulaire, rendant aléatoires les relations avec le continent (architecte retenu dans l'île par suite du mauvais temps, dangers de l'acheminement des matériaux par mer, avec en conséquence, risques d'augmentation significative des coûts, refus des entrepreneurs à s'engager sur un chantier d'accès hasardeux...). Des problèmes comparables se poseront lors du projet d'exécution d'une nouvelle église, une trentaine d'années plus tard.

Une grande église sous Napoléon III (1858-1865)

Regards sur l'église condamnée

Qu'en était-il de cette église, enfin construite après tant d'obstacles surmontés, pour que, une trentaine d'années plus tard, on envisage déjà d'en rebâtir une nouvelle? L'avis de l'architecte diocésain J. Bigot, formulé en

1858, est très éclairant à cet égard⁷. En l'occurrence, l'architecte soulève le problème de savoir s'il est possible de restaurer et d'agrandir ladite église dont il déplore « l'absence du caractère religieux », ou, au contraire, s'il faut la reconstruire entièrement.

« Quel parti peut-on tirer d'un édifice écrasé qui n'a que 6,25 m sous l'axe de son lambris de la nef, dont les piliers très lourds, en moellons bruts, recouverts d'une chaux ruinée par le frottement de la foule?... que faire d'une campanille [*sic*] qui ne peut s'appeler clocher à laquelle on ne peut pénétrer pour sonner les cloches qu'en plaçant une échelle sur le toit? »

Et l'architecte de préciser que, dans le cas d'une restauration, « il faudrait... exhausser les petites fenêtres [...] prolonger le chœur pour [...] faire un clocher, augmenter la hauteur [...] de l'église pour obtenir un cube d'air suffisant [...] refaire les piliers en pierre de taille, y jeter des voûtes⁸ ». Toujours selon l'architecte, tous ces travaux n'aboutiraient qu'à « une église défectueuse dans son ensemble », et ce, pour une dépense presque aussi élevée que celle d'une reconstruction. Ainsi sa manière de voir rejoint-elle celle de « l'opinion publique, mûrie par la réflexion », ne songeant plus qu'à une reconstruction totale.

Vers un projet de reconstruction

Bigot précise que son projet a été fait de concert « avec l'autorité locale et le conseil des marguilliers pour une population condamnée à vivre isolée du continent », pour une foule dont c'est le seul lieu de réunion. Et soudain lyrique, il ajoute :

« Que dans l'intérieur de l'église, on ne vienne pas y puiser, par l'absence d'air et d'espace, des causes de maladie et de mortalité, mais qu'on n'y trouve que la source de la vie qui soutient le courage de l'homme et du marin exposés sans cesse à la tourmente d'une mer furieuse! »

L'architecte termine son avis de reconstruction par un long développement consacré à la nécessité d'obtenir de l'État un « secours extraordinaire ». Nous reproduisons ce passage presque *in extenso*, car mieux que tout autre, il éclaire sur la situation des îliens.

« Ce subside est attendu avec confiance et ne sera jamais mieux mérité. Pour s'en convaincre, il suffit de songer que tous les habitants de l'isle (*sic*) d'Ouessant [...] sont des marins, soit au service de l'État, soit invalides ou retraités. Chaque maison possède son petit coin de terre qu'elle cultive et qui rapporte juste assez pour nourrir chaque famille. Pour offrir son offrande gratuite, dans l'intention d'ériger une église suffisante pour contenir toute la population, chaque famille se fait des privations sur les besoins les plus

7. Sur la vie et l'œuvre de J. Bigot, se reporter à BAYLE Jeanne, « L'architecte quimpérois Joseph Bigot (1807-1894) », *Bulletin de la Société archéologique du Finistère*, t. CV, 1977, p. 219-277, et à RANNOU, Nolwenn, *Joseph Bigot (1807-1894) Architecte et restaurateur*, Rennes, PUR, 2006.

8. Toutes ces annotations suffisent pour établir la « pauvreté » de l'édifice...

nécessaires de la vie, espérant que le gouvernement aura pitié d'elle, et ne l'oubliera pas sur un roc lointain posé là par la main de la Providence comme un premier rempart pour la défense de la rade de Brest [...] Ses habitants n'ont de confiance qu'en Dieu pour échapper aux dangers qui les menacent sans cesse. Dans la prière, ils aiment à relever leur courage qui est mis sans cesse à l'épreuve. Aussi l'église est leur maison de prédilection. La nécessité de sa reconstruction est l'objet de tous les vœux. »

Dans une lettre adressée le 30 août 1858 au ministre de l'Instruction publique et des Cultes, le préfet se fait l'avocat des insulaires. Après avoir considéré que l'église actuelle, très exiguë, est beaucoup trop restreinte pour les besoins de la population et, qu'en conséquence, il est « urgent de doter la commune d'une nouvelle église plus vaste et mieux appropriée » ; que la caisse municipale, faute de ressources, ne peut contribuer à la dépense. Il fait remarquer que les souscriptions volontaires des habitants se sont élevées à 14 297,36 F et que la fabrique pourra rembourser en 8 ans une somme de 12 000 F, en soulignant la nécessité de l'obtention d'un secours.

Par lettre du 2 mars 1859 adressée au préfet, le ministre de l'Instruction publique et des Cultes présente un certain nombre de critiques sur le projet qui lui a été soumis. Il émet « beaucoup de doutes, quel que puisse être le bon marché des constructions dans la localité, sur la possibilité d'exécuter le projet pour la somme de 83 000 F qui forme le montant du devis ».

« D'ailleurs, les dispositions adoptées présentent sur certains points une recherche d'où résulteraient des augmentations de dépense qui ne seraient nullement compensées par l'effet de ces dispositions. Cette remarque s'applique notamment aux pignons indiqués à l'abside et sur les murs des bas-côtés ; ils donneraient lieu à des complications de couverture qui ne pourraient manquer de grossir d'une manière sensible la dépense de premier établissement et nécessiteraient ensuite un entretien difficile et coûteux. »

Dans ces conditions, l'architecte est invité à introduire dans son projet « des simplifications qui en même temps qu'elles serviraient à améliorer l'aspect de l'église projetée rendraient moins problématique la possibilité de maintenir la dépense dans les limites du devis ». Ces recommandations sont suivies très rapidement puisque le 21 avril de la même année (1859), le ministre de l'Instruction publique et des Cultes accorde à Ouessant un secours de 9 000 F en trois annuités de 3 000 F chacune. Par ailleurs, un secours de 2 000 F est accordé par les fonds départementaux.

En quête d'un entrepreneur

Une fois de plus, l'insularité se révèle être un lourd handicap. Comme l'écrit le sous-préfet au préfet, le 2 septembre 1859, aucun entrepreneur n'a voulu se rendre adjudicataire, aux conditions du cahier des charges. Le sieur Jézéquel, du Conquet, avait bien proposé de conduire les travaux, mais en demandant 5 F par jour de présence à Ouessant, et 5 % d'hono-

raires pour la direction sur l'ensemble de la dépense, conditions qui ne paraissaient pas devoir être acceptées. Aussi le sous-préfet demandait-il de voir ce que pouvait faire l'architecte J. Bigot. Mais on apprenait bientôt que, malgré toutes les démarches effectuées, l'architecte départemental n'avait pu décider un entrepreneur à se charger de la construction. Toutefois, ledit architecte avait appris que M. Tritschler « qui a des travaux de fortifications à exécuter dans l'île, désirait prendre connaissance du projet ».

La lettre que le sous-préfet adresse au préfet le 31 mars 1860 laisse percevoir une nette satisfaction devant un résultat inespéré : « M. Tritschler », écrit-il « acceptera toutes les conditions que l'Administration croira devoir prendre ». Et voici les propositions du sous-préfet. M. Bigot, architecte, en tant qu'auteur du projet, recevrait $1\frac{1}{4}$ % sur le montant du devis ; M. Tritschler percevrait une rétribution de 10 % « comme architecte-gérant, surveillant, faisant exécuter par économie pour le compte de la commune ». Le sous-préfet met en avant le fait qu'il est « impossible » et qu'il deviendra « de plus en plus impossible de trouver des adjudicataires et même des ouvriers⁹ ». Il ajoute que M. Tritschler ferait « profiter Ouessant de tous les avantages de bon marché que sa qualité d'entrepreneur des Travaux publics lui permet d'obtenir sur les matériaux à acheter, les ouvriers à trouver et à payer ». Et il conclut en disant que le sieur Tritschler lui a confié « qu'il ne fait nullement de cela une affaire de spéculation, que c'est pour rendre service qu'il se charge de ce travail et qu'en définitive, il trouvera bon ce que l'Administration règlera ».

Des modalités plus complexes que prévu

En fait, la situation va se révéler moins simple qu'on n'aurait pu le penser *a priori*. C'est ce que laisse entrevoir nettement la lettre que l'architecte Bigot adresse au préfet le 6 avril 1860. Bigot reconnaît volontiers à Tritschler « une capacité supérieure d'entrepreneur jointe à son talent d'architecte ». Il précise que Tritschler lui a indiqué que le mode de régie offrira « la possibilité d'obtenir de la Marine bien des choses, comme transport, matériaux de démolition », observation qu'il appuie également : « l'île a droit à une bienveillance toute spéciale de la part de la Marine ». Il pense qu'il faut saisir l'occasion offerte par Tritschler, déjà chargé des travaux de fortifications de l'île.

Toutefois, au sujet de la fixation de ses honoraires, J. Bigot, rappelant la proposition du sous-préfet ($1\frac{1}{4}$ % sur le montant du devis), laisse entendre qu'il y a là « une légère erreur » : la remise est normalement $1\frac{2}{3}$ %. Cependant, et seulement dans le cas d'un paiement immédiat, il consent

9. Cette pénurie de main-d'œuvre s'explique par l'ampleur des Travaux publics entrepris à cette époque dans le Finistère, tout particulièrement l'achèvement de la ligne de chemin de fer Paris-Brest, comportant des grands ouvrages d'art (viaducs de Morlaix, de la Penzé, de Kerhuon).

à réduire cette remise à 1½ % sur le chiffre de la dépense prévue au devis (76 486,44 F), soit à 1 147,29 F.

Mais ces conditions paraissent en fait bien onéreuses eu égard à la situation financière de la commune (1 147,29 F + 76 486,44 F). « Ce serait donc une somme de 87 958,33 F que la commune aurait à supporter pour frais de rédaction de projet, de direction de surveillance ». D'où la suggestion suivante : « Puisque M. Tritschler ne veut point faire une spéculation, mais simplement acte de complaisance et de dévouement, peut-être consentira-t-il à se charger de l'exécution des travaux moyennant une remise de 5 %. » Cette démarche ne sera que partiellement couronnée de succès, M. Tritschler ne pouvant se charger de la direction des travaux à ce prix. Dans une lettre au préfet (27 avril 1860), le sous-préfet précise que ledit Tritschler « aura plusieurs voyages à faire, voyages difficiles et dangereux ». Et le sous-préfet d'ajouter : « L'expérience que nous en avons faite, démontre que chaque voyage ne prendra pas moins de 4 jours. » Dans ces conditions, le conseil municipal trouve juste d'allouer 8 % à M. Tritschler, ce que ce dernier accepte.

Les travaux au rythme des « secours »

Deux problèmes majeurs sont soulevés par la construction de l'église : les sources d'un financement de plus en plus onéreux, l'approvisionnement en matériaux dans un contexte de concurrence.

Les questions financières se poseront encore longtemps après l'achèvement de l'édifice. De nombreux documents permettent de suivre les apports d'argent. Comme cela a été déjà indiqué, une subvention de 9 000 F avait été accordée par le ministre de l'Instruction publique et des Cultes le 21 avril 1859, à la commune pour l'aider à reconstruire son église (en trois annuités égales). Le 31 juillet 1860, le même ministère alloue un secours supplémentaire de 4 000 F.

Lors de sa séance du 4 mars 1861, le conseil municipal fait le point sur la situation financière. Le devis portait la dépense à 73 964,77 F mais déjà, « les fondations et les déblais considérables qu'il a fallu faire ont coûté au-delà [des] prévisions ». Les économies de la fabrique, le produit de la vente de 341 parcelles de terre¹⁰, deux souscriptions faites chez les habitants, un emprunt de 12 000 F, ont permis de réaliser une somme de 57 261,14 F. Il reste encore un déficit de près de 17 000 F. Le ministre a accordé 13 000 F et le département 2 000 F mais par suite des travaux considérables qui s'exécutent actuellement dans l'île (construction d'un phare au Créac'h, de forts au Kernic et à Trebechou)¹¹ et de l'augmentation des prix que les ouvriers

10. Chiffre énorme à première vue... mais on rappellera qu'à Ouessant, les parcelles étaient minuscules.

11. CHAURIS, Louis, « Phares d'Ouessant : le Créac'h et la Jument. Approches lithologiques », *Bulletin de la Société archéologique du Finistère*, t. CXXXIII, 2004, p. 167-181. Le procès-verbal d'adjudication du phare du Créac'h avait été signé le 19 octobre 1860, au profit

exigent, il est à prévoir que la dépense atteindra 83 000 ou 84 000 F, ce qui entraîne un nouveau déficit de 10 000 F. Dans ces circonstances, le maire propose de demander à l'Etat un nouveau secours de 4 000 F :

« Son excellence le Ministre se rappelant que la population de l'île est essentiellement catholique et maritime et de plus très dévouée à sa Majesté l'Empereur, s'empressera d'accéder à notre demande : j'aime à le croire. Nous pourvoirons au reste de la dépense en nous imposant de nouveaux sacrifices ou plutôt en ajournant ce qui n'est pas d'une nécessité absolue, comme le dallage, le lambris et la partie supérieure du clocher ; car les habitants ont déjà comme outrepassé leurs moyens. »

Le 23 avril 1861, l'accord est donné pour un secours supplémentaire de 4 000 F, en deux annuités égales. Le 11 mars 1862, le ministre de l'Instruction publique accorde encore un secours supplémentaire de 6 000 F, divisé en trois annuités égales. Le 17 mars 1863, du même ministère, nouveau secours de 4 000 F, en trois annuités (1 000, 1 500, 1 500 F). En août de la même année, la fabrique se propose de contracter un emprunt de 40 000 F pour solder les dépenses de construction de l'église. Le 30 décembre 1863, la fabrique se propose de vendre des biens estimés à 7 437 F.

Dans le principe, la dépense de reconstruction avait été évaluée à 73 964,77 F. Or, elle s'est élevée à la somme totale de 144 010,86 F, soit une augmentation de près de 100 % ! Dans une lettre adressée, le 30 décembre 1863, à l'évêque du diocèse, l'Administration s'interroge sur ce dépassement très considérable :

« Je ne crois pas que l'élévation survenue dans le prix des matériaux et de la main-d'œuvre puisse justifier complètement une telle augmentation. Ne serait-elle pas due, en partie, aux changements apportés par M. Tritschler au projet dressé par M. Bigot ? Si je suis bien renseigné, M. Tritschler aurait modifié profondément le plan primitif. S'il en était ainsi, cet architecte aurait sérieusement engagé sa responsabilité, car il aurait agi sans autorisation préalable de l'Administration. Je prie votre Grandeur de me fixer sur ce point. Elle connaissait le projet de M. Bigot et elle a vu la nouvelle église : il lui sera donc possible, je pense, de me fournir, quelques éclaircissements. »

Le 9 janvier 1864, le ministre de l'Instruction publique et des Cultes récapitule les secours déjà accordés à la commune d'Ouessant, en avril 1859, juillet 1860, avril 1861 et mars 1862, à savoir la somme de 19 000 F. Le 22 avril 1865, le ministre alloue un autre secours complémentaire qui, joint aux 4 000 F accordés par décision du 17 mars 1863, porte à 9 000 F la somme restant à solder ; cette somme est payable en deux annuités de 4 000 et 5 000 F. En dépit de ces secours renouvelés, l'église n'est pas encore entièrement

de Victor Tritschler, seul soumissionnaire, qui avait proposé de se charger des travaux moyennant une augmentation de 9 % sur le prix du détail estimatif. Toutefois, l'ingénieur en chef du Finistère considère cette offre « comme relativement avantageuse, eu égard aux difficultés d'accès de l'île d'Ouessant ». L'administration pense même qu'il y a « lieu de s'applaudir d'avoir trouvé un entrepreneur qui, ayant déjà des travaux dans l'île, est plus à même que ses confrères d'exécuter dans de bonnes conditions la construction du phare malgré toutes les difficultés du travail » (Arch. dép. du Finistère, 4 S 1254).

payée. D'où la nécessité de se procurer d'autres sources de financement. Par lettre du 1^{er} octobre 1865, Napoléon III, alors à Biarritz, autorise la fabrique, d'une part, à vendre aux enchères publiques, sur la mise à prix totale de 7 437 F, montant de l'estimation, 44 parcelles de terre labourable, contenant 3 hectares 8 ares 65 centiares, d'autre part, à emprunter au Crédit foncier de France, 40 000 F remboursables en 30 annuités.

Pour l'essentiel, les travaux sont achevés en 1865. il reste toutefois encore à exécuter la flèche du clocher, ainsi que le pavage de l'église. Si la flèche est reportée *sine die*, il n'en est pas de même pour le pavage. Dès novembre 1865, Tritschler signe le devis estimatif dudit pavage, « en pierre de taille du pays », sur une surface totale de 483,44 m² à 10 F l'un, soit 4 834,40 F. En fait, le 16 janvier 1866, le curé annonce au préfet qu'un très bon tailleur de pierre, résidant dans l'île, le sieur Lancien, a consenti à effectuer le pavage au prix de 9,50 F le m², de sorte que sur la somme allouée par le ministère, il reste de quoi se « procurer la chaux pour bien asseoir le pavé ».

Inversement, une mauvaise surprise est causée par le commissaire aux approvisionnements à Brest, réclamant la somme de 845,33 F, du fait de la détérioration des toiles utilisées pour abriter les habitants pendant les offices lors de la reconstruction de l'église! Le conseil municipal sollicite du Ministre de la Marine la remise de la somme réclamée.

Par lettre du 24 avril 1866, le curé d'Ouessant, Picart, avertit le préfet qu'il sera en mesure de réduire l'emprunt de 40 000 à 30 000 F, par suite des économies réalisées par la fabrique et des subventions accordées par l'État. Et il ajoute :

« Nous pourrions emprunter moins encore si M. Tritschler diminuait ses honoraires. Il nous semble qu'il serait encore complètement défrayé de son travail et de ses peines car la cherté des ouvriers et des matériaux survenue, n'a pas augmenté sa besogne et il nous semble qu'il ne devrait pas en profiter : ayez la bonté de le lui expliquer. »

Peu après, le 5 mai 1866, le préfet écrit au sous-préfet pour lui faire part de la demande de la fabrique, qui aimerait que M. Tritschler ne reçoive des honoraires que jusqu'à concurrence d'une dépense de 100 000 F. Le préfet fait remarquer que l'« architecte ferait encore une belle affaire, puisqu'il est vrai qu'en prélevant 8 % sur une dépense de 100 000 F, il toucherait 8 000 F pour avoir dirigé les travaux (il n'en a même pas dressé le projet) ». Cette proposition ne devait pas aboutir, M. Tritschler ayant fait remarquer que « loin d'avoir fait un bénéfice dans la direction des travaux de construction [...] il a eu à en supporter des frais imprévus, notamment en avançant des fonds à la commune, dont il n'a pu encore obtenir le remboursement ». Dans ces conditions, il était demandé au curé d'Ouessant d'« engager la fabrique à lui payer la totalité des honoraires qui lui sont dus, soit 8 % du montant de la dépense ».

L'approvisionnement en matériaux de construction

Ouessant offre une grande diversité lithologique¹². Toutefois, une seule roche est susceptible de livrer des pierres de taille de bonne qualité, à savoir le granite de Lokeltas qui forme toute la partie nord-occidentale de l'île, où sont concentrées les principales carrières. Il s'agit, en l'occurrence, d'un granite de teinte claire (leucogranite), à grain assez grossier, à deux micas, qui présente fréquemment des plages pluricentimétriques bleu-noir de tourmaline poecilitique¹³ qui lui confèrent un aspect caractéristique; localement, il offre une légère orientation. Le leucogranite de Beninou qui présente un grain plus fin, était aussi apprécié.

Un large appel a été fait au granite de Lokeltas pour les pierres de taille de l'église édifiée par Tritschler. On notera la sobriété de la façade occidentale, en éléments bien appareillés, où l'absence de fioritures confine presque à l'austérité. Le même dépouillement se retrouve à l'intérieur de l'édifice dans les piliers leucogranitiques. La pierre de l'autel mérite plus particulièrement de retenir l'attention : elle avait déjà été admirée par Tritschler¹⁴. C'est une dalle monolithe de 3,20 m de long; 1,20 m de large et seulement 0,20 m d'épaisseur (réduite à 0,10 m sur le pourtour apparent), qui, à elle seule, témoigne des qualités du leucogranite ouessant. Les chapiteaux sont en kersanton gris des confins orientaux de la rade de Brest.

Le crépi qui masque une partie des élévations empêche de préciser la nature des pierres utilisées. Selon toute probabilité, les moellons mis en œuvre ont des origines diverses, non seulement pierres en provenance d'édifices démolis, mais aussi, dit-on, éléments fournis par la destruction des mégalithes¹⁵, sans oublier l'apport des carrières insulaires. Les femmes ont participé au transport des pierres. On retrouve à Ouessant le même élan populaire qu'à l'île de Sein, où une inscription en breton rappelle leur participation à la construction de l'église : « *An iliz man a zo bet savet gant aluzenn an dud vad ha labour denn ar barrisionis. Ar goazed o deus tenn ar vein deuz an aot hag ar merched o deus douget war ho fenn betag aman*¹⁶. » À Ouessant, comme l'écrit Tritschler¹⁷, « quand les bras étaient nécessaires, un drapeau blanc flottant sur les chantiers suffisait pour que des escoua-

12. CHAURIS, Louis, « Pierres d'Ouessant... », *loc. cit.*, note 2.

13. C'est-à-dire englobant les autres minéraux.

14. TRITSCHLER, Victor, *L'Armoricaïn* du 22 septembre 1863.

15. Comme partout sur le littoral d'Armorique, les ensembles mégalithiques ont sans doute été nombreux à Ouessant. Mais les vestiges conservés dans l'île ont été, peu à peu, démantelés. L'un d'eux, décrit comme « un temple des Païens » était encore bien visible au début du XIX^e siècle; il n'en subsiste plus aujourd'hui que quelques petits menhirs, intégrés dans les talus, près du phare du Créac'h. Récemment restaurée, l'enceinte mégalithique de Penn Arlan offre une forme ovoïde (10 m selon l'axe N-S; 13 m selon l'axe E-W).

16. Ce que l'on peut traduire ainsi : « Cette église a été élevée avec l'aumône du bon peuple et le travail ardu des paroissiens. Les hommes ont extrait les pierres de la grève et les femmes les ont transportées sur leur tête jusqu'ici. »

17. TRITSCHLER, Victor, *L'Armoricaïn* du 10 septembre 1863.

des de femmes y viennent, armées de leurs pelles, pioches ou paniers, de chaque quartier de l'île à tour de rôle ».

L'église construite par Tritschler sur les plans de Bigot comprend « une nef de cinq travées avec bas-côtés, un transept et un chœur de deux travées, accosté de deux chapelles et terminé par un chevet à noues multiples¹⁸ ». Contrairement à ce qui est parfois écrit, ce n'est pas en raison de l'éloignement de Quimper, où séjournait J. Bigot, que la construction a été dirigée par Tritschler, mais, comme nous l'avons indiqué, parce que ce dernier s'était proposé pour mener à bien les travaux, à la fois en tant qu'architecte et entrepreneur¹⁹. Il était impensable que deux architectes dirigeassent en même temps lesdits travaux. La consécration de l'église par M^{gr} Sergent, eut lieu le 9 septembre 1863.

L'achèvement

Comme plusieurs églises finistériennes construites au XIX^e siècle, l'église paroissiale d'Ouessant allait rester sans flèche, et ce plus de trente ans. L'érection de ladite flèche, à l'extrême fin du XIX^e siècle (1897) est liée directement, mais tragiquement, à la mer des abords ouessantins. De larges extraits de la lettre émanant du « Drummond Castle Breton Fund », adressée le 19 juillet 1897 au ministre (Le Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Cultes), méritent d'être ici reproduits.

« Lors de la perte du paquebot le "Drummond Castle", l'an dernier près d'Ouessant²⁰, les habitants des îles d'Ouessant et de Molène ont montré tant de dévouement et de cœur, en rendant les derniers devoirs aux cadavres qu'ils avaient retirés de la mer, que le public ici s'en est ému et une souscription a été formée pour montrer notre reconnaissance en offrant aux communes en question quelque chose d'utilité générale [...] ²¹. Pour Ouessant, nous avons promis 15000 F pour la construction d'une flèche sur la tour de l'église [...]. Don qui a été accepté par le conseil de fabrique et par le conseil municipal, qui nous ont fourni un devis pour la flèche par l'architecte diocésain de Quimper, M. l'abbé Abgrall [...] et aussi un compte estimatif montant à 15000 F, d'un entrepreneur de Quimper qui a l'habitude de ces constructions²². »

18. COUFFON, René et LE BARS, Alfred, *Diocèse de Quimper et de Léon...*, *op. cit.*

19. Le rôle de Tritschler à Ouessant est considérable. Outre la construction de l'église, on lui doit l'érection du phare du Créac'h, allumé en 1863, l'exécution des fortins « modèle 1846 » à Kernic et Trébéchou, portant le millésime 1862, le réaménagement du bourg. Mieux, Tritschler souhaitait mettre en valeur les ressources de l'île, et tout particulièrement le granite de Lokeltas. Emporté par son enthousiasme, ne va-t-il pas jusqu'à s'écrier : « Que le sol argileux d'une excellente qualité, que le kaolin qu'on y trouve, se transforment en briques, en tuyaux de drainage, en tuiles, en poteries ».

20. Plus précisément, sur la Chaussée des Pierres Vertes, où le paquebot britannique Drummond Castle, avait talonné dans la nuit du 16 au 17 juin 1896, entraînant la mort de 244 personnes.

21. Pour Molène, la construction d'une citerne-réservoir d'eau.

22. En fait, M. Le Naour. Voir : OGES, Louis, « le Naour, le bâtisseur de clochers », *Bulletin de la Société archéologique du Finistère*, t. XC, 1964, p. XXVIII et LXIV-LXVI.

Le 14 août 1897, M. Guérin, architecte départemental, écrivait au préfet que le plan de la flèche paraissait bien conçu et que l'entrepreneur retenu est « un spécialiste qui présente les meilleures garanties au point de vue de l'exécution ».

En dépit d'une montée au clocher, il ne nous a pas été possible d'accéder à la flèche. Si la chambre des cloches, construite par Tritschler, a fait encore appel au granite de Lokeltas, par contre, la balustrade (arcade et couronnement qui entoure ladite chambre, édifiée en même temps que la flèche) est faite d'un leucogranite à grain fin, comparable à celui exploité dans la région quimpéroise. Dans ces conditions, selon toute probabilité, le granite de la flèche provient aussi des environs de Quimper où se trouvaient les ateliers de l'entrepreneur Le Naour.

La datation précise de quelques éléments de l'église n'a pu encore déterminée. Dans tous les cas, il s'agit de la mise en œuvre de pierres du continent : le kersanton²³ a été recherché pour les deux bénitiers du portail occidental, ainsi que pour le bénitier des entrées sud et nord ; par ailleurs, bien que les approches ne soient pas possibles, c'est probablement en kersanton qu'ont été exécutés les pinacles au sommet des contreforts de la façade occidentale, ainsi que les quatre gargouilles placées aux angles du haut de la tour. Les petites fenêtres géminées des accès latéraux sud et nord, très certainement tardives, ont fait appel au granite à cordiériste²⁴ du Huelgoat²⁵.

•

Au terme de notre analyse, un point mérite, semble-t-il, d'être plus particulièrement souligné, à savoir l'impact de la situation insulaire sur la construction des édifices religieux ouessantins.

L'originalité d'Ouessant cependant n'est pas à rechercher dans l'utilisation des matériaux de construction. Les phénomènes observés dans le

23. Chauris, Louis, « Une pierre bretonne : le kersanton », *119^e Congrès national des Sociétés historiques et scientifiques*; Amiens, 1994. Colloque CTHS « Carrières et constructions », III, p. 279-296.

24. En coupe, la cordiériste se présente en cristaux à section rectangulaire, de teinte sombre, facilement identifiable.

25. Le presbytère date de 1845 ; les encadrements de la porte et des fenêtres sont en leucogranite de la partie septentrionale de l'île ; un dallage en « lefan », c'est-à-dire en micaschiste, également extrait dans l'île, a été posé le long de la façade. La chapelle du cimetière (1778) est l'un des bâtiments le plus anciens d'Ouessant ; l'encadrement en pierre de taille de l'entrée est en leucogranite de Lokeltas. La chapelle Kerber a été reconstruite en 1853 ; la porte d'entrée est en kersanton gris clair ; sur le côté sud, une porte, à présent murée, montre également un encadrement en kersanton clair ; quant aux murs, ils sont principalement construits en leucogranite de la zone septentrionale de l'île, auquel s'adjoint un peu de granite de Porz Guen. La chapelle Saint-Gildas a été presque entièrement reconstruite en 1884 ; les pierres de taille (encadrement de la porte principale, petites fenêtres de l'élévation sud, double fenêtre du côté est...) sont en granite à gros feldspaths roses de l'Aber-Ildut, plus connu sous le nom de Laber. Ces annotations succinctes soulignent l'impact des roches étrangères à l'île (kersanton, Laber) lors des reconstructions dans la seconde partie du XIX^e siècle. Pour informations complémentaires, se reporter à CHAURIS, Louis, *Pierres d'Ouessant...*, op. cit., note 2.

domaine insulaire se retrouvent, avec des modalités comparables, sur le continent voisin. Ainsi, l'étude de la région du Conquet²⁶ a montré également l'emploi de matériaux locaux (micaschistes du Conquet, granodiorite de la pointe des Renards, trondhjémite de Trégana...) et de matériaux importés (en particulier, ici aussi, kersanton et Laber). Et c'est peut-être dans le monde des disparus que le rapprochement avec le continent est le plus apparent, sous les mêmes modes successives, dans la nature lithologique des pierres tombales. Aussi, l'assertion, souvent répétée qu'à Ouessant « rien n'est comme ailleurs » ne se vérifie guère dans l'emploi des matériaux de construction, tout au moins dès la seconde partie du XIX^e siècle (et même, en fait, beaucoup plus tôt, le phare du Stiff ayant fait, pour partie, appel, à la fin du XVII^e siècle, au granite de l'Aber-Ildut). Il nous a paru que la provenance des pierres de construction pouvait apparaître comme un révélateur de ce que l'on pourrait appeler le « taux d'insularité », fonction des relations, évoluant dans le temps, avec le continent voisin. En se limitant aux seuls édifices religieux, on ne peut manquer de rappeler le changement intervenu dans les approvisionnements entre les années 1860 et 1880. Alors que la reconstruction de l'église paroissiale à cette première époque avait mis en œuvre le granite d'Ouessant, la reconstruction de la chapelle Saint-Gildas, à Lokeltas (en 1884), a fait appel au granite rose de l'Aber-Ildut pour la pierre de taille²⁷.

Toutefois, nos dépouillements archivistiques ont démontré, indubitablement, les contraintes originales imposées par la position d'Ouessant. Aussi nous nous bornons ici à en rappeler quelques aspects : « la position toute particulière de ces malheureux insulaires », soulignée par le conseil général ; les aléas des voyages dans des « parages très dangereux » ; la difficulté de trouver des adjudicataires ; les problèmes de transport par eau... Et faut-il encore évoquer l'exécution de la flèche, conséquence directe d'un tragique naufrage.

26. CHAURIS, Louis, « Carrières et constructions en région maritime : les confins occidentaux du Finistère aux environs du Conquet », *117^e Congrès national des sociétés savantes*, Clermont-Ferrand, colloque CTHS « Carrières et constructions » II, p. 337-353.

27. Même constatation de changement pour les ouvrages défensifs. Lors de la construction des forts de Kernic et de Trébechou (1862), pierres de taille en granite de Lokeltas ; pour le fort de Saint-Michel (1902-1906), chaînages d'angle... en granite de l'Aber-Ildut... En fait, dès les années 1860, on fait appel au kersanton pour le phare de Creac'h.

Louis CHAURIS

Figure 1 – Ancienne carrière littorale dans le leucogranite en presqu'île de Lokeltas. Sol artificiel formé par les débris de taille (cl. L. Chauris)



Figure 2 – Extraction abandonnée, avec mares de néoformation, dans le leucogranite, près du phare du Creach, soulignant la possibilité de beaux monolithes (cl. L. Chauris)



Figure 3 – Façade occidentale de l'église d'Ouessant telle qu'elle se présentait avant l'érection de la flèche. Toutefois, la balustrade au pied de la chambre des cloches n'était pas encore construite (cl. L. Chauris)

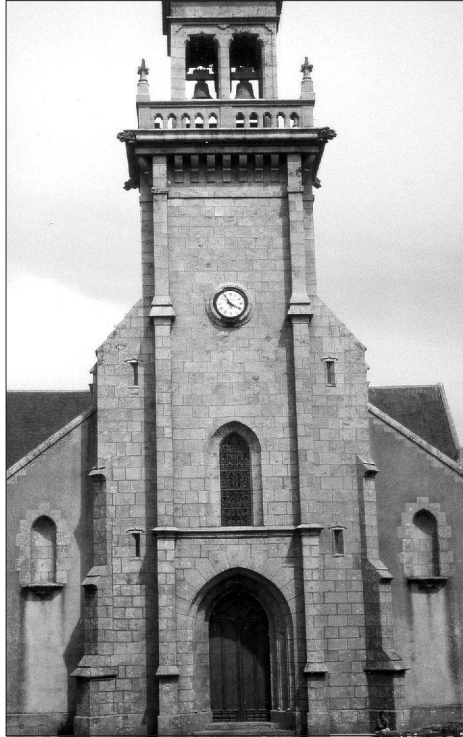


Figure 4 – Chambres des cloches et flèche de l'église d'Ouessant (cl. L. Chauris)

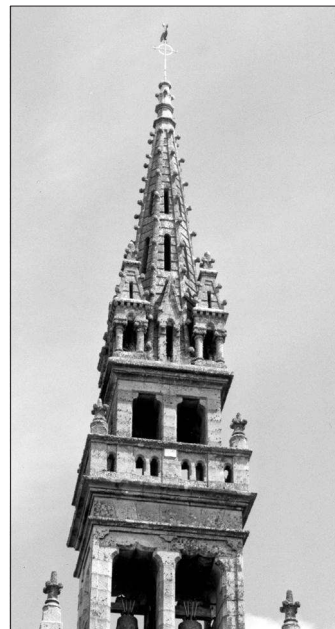




Figure 5 – Pilier octogonal, en granite de Lokeltas (cl. L. Chauris)

Figure 6 – Table d'autel monolithe, en granite de Lokeltas (cl. L. Chauris)



Figure 7 – Au niveau de la chambre des cloches. À droite, granite de Lokeltas (construction Tritschler). À gauche, balustrade en granite fin de la région quimpéroise (construction, de l'extrême fin du XIX^e siècle) (cl. L. Chauris)



Figure 8 – Bénitier en kersanton (cl. L. Chauris)

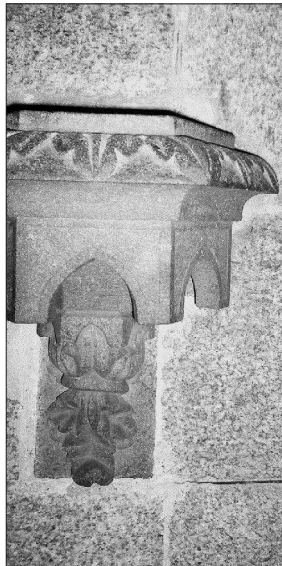


Figure 9 – Baie géminée latérale, tardive, en granite du Huelgoat (cl. L. Chauris)

